

Recension : « Blasphémateur ! » Le droit d'être athée en Palestine

« Les prisons d'Allah » ou la critique de l'islam en pays musulman

samedi 19 mars 2016, par [HELIE LUCAS Marieme](#) (Date de rédaction antérieure : 10 janvier 2015).

« *Blasphémateur ! Les prisons d'Allah* » ou la critique de l'islam en pays musulman. Un livre de Waleed al-Husseini, parution le 14 janvier 2015. Éditions Grasset, Paris, 240 pages, 18.00 €. EAN : 9782246854616.

Sommaire

- [Les résistant-e-s à l'islam](#)
- [Danger à gauche comme à droite](#)

La sortie du livre de Waleed al-Husseini, depuis longtemps prévue pour le 14 janvier 2015, suivra donc de peu l'assassinat de l'équipe de dessinateurs de *Charlie Hebdo*.

Ce livre met en lumière deux faits que beaucoup s'efforcent d'ignorer : d'une part, les premières victimes - et les plus nombreuses - de l'intégrisme armé ou de l'intégrisme d'État vivent dans les pays dits musulmans ; d'autre part, l'incroyance n'est pas l'apanage de la France ni de l'Occident, et beaucoup d'agnostiques et d'athées vivent cachés, dans nos pays, ou payent le prix fort le fait de se revendiquer tels.

Sous ce titre flamboyant - *Blasphémateur !* - l'auteur palestinien de 25 ans décrit une expérience commune à de plus en plus de jeunes gens au Maghreb et au Moyen-Orient. Comme partout dans le monde, des jeunes grandissent étouffés, opprimés par la religiosité de leur famille et de leur quartier, et refusent de renoncer à leur désir de liberté, de découvrir leur sexualité, de frayer avec la jeunesse du monde entier. Ils en viennent à rejeter toute religion, à 'perdre la foi' si tant est qu'ils aient jamais eu une foi personnelle. Peu se donnent d'ailleurs la peine, comme Waleed l'a fait, d'aller chercher dans les textes, sérieusement, des raisons de ne plus croire en dieu.

Le rejet familial est pénible : c'est une rupture de cœur avec des proches que souvent l'on aime et continue d'aimer, faute souvent d'autre possibilité d'appartenance. En effet, il n'y a pas de communauté d'athées prête à accueillir ces jeunes et qui leur permettraient de partager leurs idées. C'est l'isolement affectif et intellectuel qui attend ces jeunes gens.

Ainsi que la peur.

Car, de façon croissante ces vingt dernières années, dans beaucoup de pays à majorité musulmane, le rejet de la religion par ces jeunes libertaires est sanctionné par l'État et par les lois, et non plus seulement par l'opprobre moral qui rejaillit sur les familles et les voisins.

C'est cette expérience que Waleed al Husseini relate dans son livre. Et 'blasphémateur' n'est pas qu'un titre flamboyant : c'est aussi l'accusation qui fut portée contre lui alors qu'il n'avait que 20 ans, et le conduisit dans les geôles palestiniennes où il a connu la torture pour cause d'incroyance.

Les résistant-e-s à l'islam condamnés pour délit d'opinion

Waleed al Hussein est loin d'être le seul à connaître ce terrible sort : des jeunes et de beaucoup moins jeunes se retrouvent régulièrement derrière les barreaux. Le doyen est probablement Kassim Ahmed, 82 ans, érudit musulman accusé d'avoir 'insulté l'islam', qui passera devant le Tribunal de la Charia selon une décision de la High Court de Malaisie. Le journaliste égyptien Bishoy Boulous Armia, 32 ans, a quant à lui été condamné à cinq ans de prison : on alléguait qu'il avait suscité des 'lutttes sectaires' et 'insulté l'islam', après qu'il eût témoigné de la persécution des chrétiens en Égypte. Certains sont condamnés à une peine de torture : hier, en Arabie Saoudite, Raif Badawi devait recevoir les 50 premiers des 1000 coups de fouet auquel il a été condamné pour 'insulte à l'islam'.

D'autres sont condamnés à mort. En Mauritanie, le journaliste et militant contre l'esclavage, Mohamed Cheikh Ould Mkhaitir, âgé de 28 ans, a été condamné à mort le 25 décembre 2014 pour 'insulte au prophète'. Il dérangeait sans doute les gros bénéficiaires de la vente des esclaves qui se sont servis de la religion comme prétexte pour mettre fin à ses dénonciations.

Enfin, d'autres sont exécutés pour soi-disant avoir 'insulté l'islam' ou 'blasphémé'. Mohsen Amir-Aslani, 27 ans, jugé coupable d'avoir insulté le prophète Jonah et de faire 'des innovations en matière de religion' par ses interprétations du Coran, a été pendu en Iran en septembre 2014. [1]

Dans le pays laïque qu'est - encore et pour combien de temps ? - la France, où l'on pouvait, sans risques jusqu'à récemment, s'affirmer agnostique ou athée, une fort sérieuse étude [2] montrait, il y a un peu plus de dix ans, que la proportion d'incroyant-e-s dans les populations dites chrétienne et musulmane était sensiblement égale : autour de 24 et 25% respectivement. Les croyant-e-s pratiquant-e-s étaient aussi peu nombreux dans l'une et l'autre religion (environ 5%), la majorité se contentant de pratiquer rarement et de fêter Noël ou l'Aïd.

Voilà qui est de nature à bouleverser bien des préjugés. Et à expliquer pourquoi Waleed al-Husseini, lorsqu'il sortit enfin des geôles palestiniennes et se réfugia en France, fut exaspéré de s'y retrouver encore affublé de l'étiquette 'musulman', comme bien des émigré-e-s ou de citoyennes et citoyens français dont les familles sont originaires de pays dits musulmans.

Le jeune homme a éprouvé le besoin de créer une organisation qui le représente, le Conseil des ex-Musulmans de France. Ces organisations, dont la première fut créée en Allemagne par l'Iranienne Mina Ahadi, et ensuite par celle de Grande-Bretagne sous la direction de l'infatigable et formidable Maryam Namazie, et celles d'Écosse et de France, commencent à essaimer un peu partout en Europe.

Pas seulement en Europe. Imad Iddine Habib est le fondateur du Conseil des ex-Musulmans au Maroc ; persécuté par le régime, il a fini par quitter ce pays. En Algérie, des 'dé-jeûneurs' organisent à grand risque des pique-niques publics pendant le Ramadan pour affirmer leur droit à ne pas être musulmans. Fait des plus intéressants, ils sont rejoints et protégés par des croyant-e-s qui se déclarent tels à la presse mais s'opposent à ce que leur gouvernement puisse, en imposant le ramadan par la force, bafouer à ce point la liberté de conscience.

Danger à gauche comme à droite

Waleed al Hussein est parfaitement conscient des orages et des controverses qui l'attendent lors de la publication de ce livre.

Le premier danger vient bien sûr de ces « fascistes verts », minoritaires certes mais déterminés, pour qui l'élimination physique de tout « *kofr* » fait partie des devoirs religieux. Entendez par « *kofr* » toute personne, fût-elle musulmane croyante et pratiquante, qui n'adhère pas à la lettre à la version intégriste de l'islam.

Mais le danger ne vient pas seulement de ce côté.

Il y aura, bien sûr, les bien-pensant-e-s de gauche qui estimeront inapproprié de critiquer quoi que ce soit en Palestine – y compris la torture et l'emprisonnement arbitraire pour exercice de la liberté de conscience, qui sont liés à l'avancée idéologique des islamistes au sein de l'État – tant que n'est pas secoué d'abord le joug d'Israël. Pour la critique de la théorie des priorités et de l'« ennemi principal », je vous renvoie au commentaire de Daniel Bensaïd et au petit poème qu'il cite : « J'ai été descendu par mon ennemi secondaire » ! [3]

Il y aura la masse de la gauche respectueuse qui craint par-dessus tout d'être suspectée de racisme et a favorisé l'adoption quasi universelle du concept d'islamophobie, forgé et propagé par les intégristes musulmans. Comme si c'était une idée qu'on tuait, comme si c'était l'islam qui subissait des « ratonnades » [4], et non de pauvres bougres d'humains pourchassés par des hordes racistes qui ne leur demandent pas de quelle religion ils sont avant de frapper leur peau brune.

Demandez donc ce qu'ils en pensent aux chrétiens d'Orient quand ils viennent en Europe. Et il est hélas trop tard pour le demander au Brésilien trop brun de peau qui fut le seul tué après les attentats de Londres.

La presse internationale anglophone est le vivant exemple, ces jours-ci, à la suite du massacre à *Charlie Hebdo*, de la lâcheté devant l'intégrisme musulman, et devant lui seul parmi tous les intégrismes religieux. Certes, elle ne peut éviter de condamner les actes de violence, mais elle y met tout de suite des bémols : oui mais, *Charlie* était quand même bien provocateur envers 'la' religion ; oui mais, *Charlie* l'a bien cherché ; oui mais, *Charlie* avait quand même été prévenu ; oui mais, en fait *Charlie* était 'islamophobe'...

Et il y aura aussi, bien sûr, les tentatives de récupération par la droite et l'extrême droite classique, raciste et anti-musulmans, heureuses qu'un 'musulman' critique 'l'islam' – un racisme que Waleed al-Husseini distingue parfaitement du concept intégriste d'islamophobie). Dans son livre, Waleed mentionne l'irruption de cinq membres d'une organisation d'extrême droite camouflée sous l'étiquette 'laïque', lors de la conférence de fondation du Conseil des ex-Musulmans de France. Venus se réjouir de voir 'casser du musulman', ils se sont fait remettre à leur place par des intervenant-e-s résolu-e-s, qui affirmaient et réclamaient simplement leur droit d'être athées.

Résister publiquement à la fois à l'extrême droite raciste en France, à l'extrême droite religieuse intégriste et à la couardise de la gauche, c'est ce qui attend Waleed al-Husseini.

Nous lui souhaitons beaucoup de courage – il n'en manque pas et l'a prouvé dans les geôles palestiniennes – et de clairvoyance politique – il n'en manque pas non plus et l'a prouvé en évitant toute récupération – pour poursuivre son combat en évitant tous ces pièges.

Que ce livre limpide et terriblement honnête encourage les nouveaux compatriotes de Waleed al-Husseini, les Français, à soutenir les forces populaires vives qui, partout dans nos pays dits musulmans, combattent l'intégrisme avec un grand sentiment d'abandon. [5]

Marieme Helie Lucas, sociologue et coordonnatrice de *Secularism Is A Women's Issue*

P.-S.

* <http://www.siawi.org/article8552.html>

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 37462), [Toute défense de « Charlie Hebdo » doit également devenir celle d'autres blasphémateurs et apostats - « Cela aurait pu être n'importe lequel d'entre nous »](#).

[2] Patrick Simon, Paris, INED, quoted in : Marieme Helie Lucas, A South-North transfer of political compétence : women of migrant Muslim descent in France, p 46, in in Marieme Helie Lucas ed. :The struggle for secularism in Europe and North America :Women from migrant descent facing the rise of fundamentalism, September 29 2014, Amazon, paperback, ISBN-10 : 1907024220 ISBN-13 : 978-1907024221

[3] idem p IV

[4] Ratonnades : au sens premier historique, des violences physiques contre les personnes nord-africaines. Par extension, le terme peut s'appliquer aux violences exercées contre une minorité ethnique ou un groupe social.

[5] Déclaration disponible sur ESSF (articles 37463), [Appel : Après le massacre de Charlie Hebdo, Soutenons ceux qui se battent contre la droite religieuse](#), 7 janvier 2015